

Arrêté n°2025 SGAD/BE-240 en date du 18 décembre 2025

**établissement exploité par la société Charpente industrielle lamelle couverture (CILC),
commune de Saint Genest d'Ambière**

AIOT n°0007201689

**LE PRÉFET DE LA VIENNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-D2/B3-181 du 2 juin 1999 autorisant la SARL VIENNOISE DE PRESERVATION DES BOIS à exploiter, sous certaines conditions, en zone industrielle du SIVOM à SAINT-GENEST D'AMBIERE, un établissement spécialisé dans le traitement du bois, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-D2/B3-331 du 3 octobre 2002 imposant certaines prescriptions en matière de surveillance des eaux souterraines à Monsieur le Directeur de la société Viennoise de Préservation des Bois, exploitant en zone industrielle du SIVOM à Saint-Genest d'Ambière, une usine de traitement du bois, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'acte notarié de fusion-absorption de la société VIENNOISE DE PRESERVATION DES BOIS par la société Charpente industrielle lamelle couverture (CILC), daté du 30 septembre 2008 ;

Vu la décision préfectorale n° 2023 DCPAT/BE-086 en date du 24 avril 2023 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas ;

Vu le porter à connaissance de l'exploitant datant de mars 2023 complété en mars 2025 (ajout d'un 3^{ème} autoclave) ;

Vu le rapport de l’inspection des installations classées faisant suite à la visite d’inspection du 13 décembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions de l’inspection des installations classées en matière de prescriptions en date du 8 décembre 2025 ;

Vu le projet d’arrêté porté, par courriel du 8 décembre 2025, à la connaissance du demandeur ;

Vu le retour de l’exploitant du 18 décembre 2025 à l’issue de la procédure contradictoire pris en compte dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT qu’en application des dispositions de l’article L. 181-3 du code de l’environnement, l’autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l’installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l’arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu’en regard de l’examen des éléments transmis dans le porter à connaissance de mars 2023 complété susvisé, il y a lieu d’imposer à l’exploitant des prescriptions complémentaires de sorte à garantir la maîtrise du risque incendie sur site et la prévention des pollutions (gestion notamment des eaux d’extinction d’incendie) ainsi que les actions correctives pour répondre aux attendus ;

CONSIDÉRANT au regard des augmentations constatées de produits de préservation du bois stockés sur site et de la conclusion précisée dans la décision préfectorale du 24 avril 2023 susvisée, il est proposé de prendre acte de ces modifications et de mettre à jour la situation administrative de l’établissement notamment en précisant que l’établissement relève désormais du régime de l’Enregistrement au titre de la rubrique 2415 de la nomenclature des ICPE ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Situation administrative

Le tableau détaillé à l’article 1 de l’arrêté préfectoral du 2 juin 1999 susvisé est abrogé et remplacé par le suivant :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et caractéristiques de l’installation
2415 - 1	E	Mise en œuvre de produit de préservation au bois et matériaux dérivés Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3700, la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans les installations étant : 1. Supérieure à 1 000 L	3 autoclaves associés à un volume de 128,23 m³
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 20 t	6,38 t

4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 100 t	60 t
3700	NC	Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement contre la coloration	< 75 m³/j

E : Enregistrement – NC : Non classé

L'établissement ne relève pas du statut Seveso ni par dépassement direct d'un seuil ni par application de la règle du cumul.

Article 2 - État des stocks et quantités de produits de préservation du bois

L'exploitant tient à jour un état des stocks des produits stockés sur site et plus particulièrement, il est en mesure de justifier, en toutes circonstances, du respect des quantités maximales de stockage de produits de préservation du bois telles qu'elles sont précisées ci-dessous :

	Autoclave 1	Autoclave 2	Autoclave 3	Volume total
Volume de produits de traitements du bois stockés sur site	1 m³ de sacs de Wolmanit Firestop	4 IBC de 1100 L de Wolmanit CX8-8WB	1 IBC de 1 100 L de Wolmanit CX8-8WB 1 IBC de 1 100 L de Wolsit KD-45 210 L Wolmanit ProColor grey 3501 210 L Wolsit ProAdd Brillant 210 L Wolmanit ProColor brown 4004	8,23 m³
Nombre de cuves de préparation	1 cuve	1 cuve	2 cuves	4 cuves
Volume total des cuves de préparation	6,25 m³	6,25 m³	12,5 m³	25 m³
Nombre de cuves de travail/traitement	1 cuve	1 cuve	2 cuves	4 cuves
Volumes total des cuves de travail	20 m³	25 m³	2x25 m³ soit 50 m³	95 m³
Quantité maximale de produits de traitements du bois susceptible d'être présente dans les installations				128,23 m³ Soit 128 230 L

Article 3 - Besoin en eau pour la défense incendie du site et moyens de lutte incendie

Les dispositions de l'article 8.9 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1999 susvisé sont complétées comme suit :

«

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir au sein de l'établissement sont *a minima* de 60 m³/h sous 1 bar pendant une durée minimale de deux heures.

Si l'exploitant ne peut justifier qu'un poteau incendie de débit minimal de 60 m³/h sous 1 bar est disponible à moins de 200 m de l'établissement, il met en place sur site, une réserve incendie d'une capacité minimale de 120 m³ et sollicite sa réception auprès du SDIS.

»

Article 4 - Confinement des eaux d'extinction d'incendie

La capacité de confinement disponible sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être *a minima* de 175 m³. À cet effet, l'exploitant dispose :

- d'un bassin de rétention extérieur étanche d'une capacité de 100 m³ ;
- d'une rétention interne au bâtiment contenant les autoclaves d'une capacité de 88,4 m³ ; cette rétention est garantie par le déploiement au niveau de chaque ouvrant / porte / accès..., de barrières

amovibles d'étanchéité. Ces barrières amovibles, dont la résistance au feu doit être d'au moins deux heures, sont déployables par l'exploitant en toutes circonstances pour garantir la rétention du bâtiment Hors période d'exploitation (week-end, nuit...), ces barrières sont déployées physiquement. Le déploiement des dites barrières peut être manuel et automatique dont la mise en route est asservie à la détection incendie du bâtiment, à une détection liquide au sol...

Un enduit (réalisé par un matériau coupe-feu d'au moins 2h) sur une hauteur minimale de 20 cm dans le bâtiment, correspondant à la hauteur de confinement, est appliqué, sur l'ensemble de son périmètre, afin de garantir une étanchéité satisfaisante.

Le confinement de l'ensemble des volumes doit être effectué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et/ou à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les commandes des dispositifs d'obturation notamment du bassin de 100 m³ doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Article 5 - Récolement aux prescriptions applicables

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 mars 2023 susvisé. Il en rend compte à l'inspection des installations classées.

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'action qu'il communique à l'inspection des installations classées en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.

Article 6 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 7 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint Genest d'Ambière et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pour une durée minimale de quatre mois.

Article 8 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire de Saint Genest d'Ambière, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CILC et dont une copie sera adressée au maire de Saint Genest d'Ambière ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 18 décembre 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale



Murièle BOIREAU